

Nous pouvons dire, je crois, qu'il s'est opéré, au cours des dernières élections générales, un zonage des tendances et, à part naturellement de quelques exceptions, une délimitation du chemin parcouru vers l'acceptation franche d'une dualité canadienne.

Comment concevoir autrement le résultat du dernier scrutin? Un gouvernement qui avait réussi à relancer l'économie du pays, à équilibrer les budgets, à atténuer le chômage et à augmenter la production nationale devait mériter la confiance du plus grand nombre des électeurs canadiens.

Au lendemain de cette élection, on a dit qu'elle était inutile. On a également répété: Elle a été un recul. Certains journalistes et chroniqueurs, glosant sur le sujet, ont répété: Les chefs doivent disparaître. Déclaration, puérole et infantine!

Je crois sincèrement que si, depuis deux ans et demi, une certaine presse s'était abstenue de rechercher le «sensationalisme», bref, s'il y avait eu moins de chercheurs de puces et plus de citoyens conscients d'exposer à l'ensemble du peuple canadien l'objet réel de diverses mesures prises par le gouvernement pour créer, promouvoir et accroître une dualité canadienne et, hélas! moins d'atteintes personnelles, la confusion qui existe dans l'esprit d'un nombre important de Canadiens quant à l'avenir de notre pays comme nation aurait vite disparu.

Monsieur le président, il y a moins d'un an, soit en février 1965, les membres de la Commission d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme publiaient un rapport préliminaire.

Cette Commission avait pourtant été constituée par le Parlement de la nation canadienne, de concert avec l'assentiment unanime des premiers ministres des dix provinces du Canada. On pouvait lire ce qui suit dans ce rapport préliminaire:

Ils ont été contraints de conclure que le Canada traverse actuellement, sans toujours en être conscient, la crise majeure de son histoire.

Le préambule continue:

Cette crise a sa source dans le Québec. Il n'est pas nécessaire de mener une enquête approfondie pour le savoir.

Et plus loin, on déclare:

Si elle persiste et s'accroît, elle peut conduire à la destruction du Canada. Si elle est surmontée, elle aura contribué à la renaissance d'un Canada plus dynamique et plus riche. Mais ce ne sera possible que si la réalité est démasquée et affrontée à temps.

Monsieur le président, comment concevoir que cette Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme ait été et soit encore l'objet de critiques acerbes de la part du chef de l'opposition lui-même, qui devrait pourtant représenter à la majorité de la po-

pulation une alternative possible au cours d'une élection.

Comment croire également que, pendant plus de trois mois, l'opposition officielle se soit battue pour empêcher qu'enfin il y ait au Canada un drapeau national distinctif. . .

**M. Vincent:** La vieille histoire qui recommence!

**M. Laflamme:** . . .symbole tangible, essentiel et primordial, je dirais même élémentaire, d'un peuple qui aspire à l'unité.

Combien il aurait été réconfortant—et je demande à l'honorable député qui vient de m'interrompre de tenter de faire concevoir à son chef que ceci est une chose essentiellement importante pour la survie du Canada comme nation—d'entendre hier le chef de l'opposition dire et affirmer au moins que la mention, dans le discours du trône, de la présentation d'une mesure tendant à reconnaître officiellement l'«*Ô Canada*» comme hymne national était quelque chose, était un pas en avant vers l'évolution d'une entité canadienne, vers la création d'un autre symbole national signifiant que la citoyenneté canadienne peut être, avec honneur, recherchée par tous les groupes ethniques canadiens.

Ayant écouté, hier, les paroles du premier ministre sur la dualité canadienne, ses déclarations sobres et courageuses sur sa conception du Canada d'aujourd'hui et de demain, je ne puis que déclarer que cet homme, ce chef, est venu à son temps pour sauver notre pays de la désunion. Les sourires de mépris que je constatais sur les visages des membres de l'opposition officielle m'obligent à dire qu'à moins d'une modification en profondeur de leur conception de la dualité ethnique au Canada, jamais ils ne reviendront de ce côté-ci de la Chambre.

Jusqu'à 1960, au Québec, et pendant 16 ans, nos politiciens au pouvoir ont continuellement tenté de représenter le gouvernement canadien comme celui d'un pays étranger. Il est aussi détestable et déplorable aujourd'hui de rechercher la manchette par des déclarations intempestives contre le gouvernement fédéral, que cela soit ou non «*électorale*ment» rentable. J'espère et je souhaite que les hommes politiques de la législature de ma province feront un écho de la parole du premier ministre canadien avec autant de largeur de vue, de détachement, de profondeur de pensée et de maturité.

Il faut que cesse chez nous la recherche de la manchette sur le dos du gouvernement de notre pays et que les voix de la logique et de la raison soient conjuguées pour promouvoir, dans la diversité culturelle, une identité canadienne satisfaisant tous les esprits objectifs et bien pensants.